

Unité bidépartementale Eure Orne  
cité administrative - Place Bonet  
CS 40020  
61013 Alençon Cedex

Alençon, le 26/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**AEOS PLATEFORME**

ZI DES TOUCHES  
RUE JEAN-BAPTISTE LAFOSSE  
53000 Laval

Références : 61-2026-17  
Code AIOT : 0005302802

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2026 dans l'établissement AEOS PLATEFORME implanté FONTENAI-SUR-ORNE LE BOURG 61200 Écouché-les-Vallées. L'inspection a été annoncée le 05/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite réalisée afin de faire le point sur les mesures mises en place par l'exploitant afin de répondre aux sanctions et suites administratives toujours en cours suite à l'inspection précédente, datant du 28/11/2024. La société AEOS PLATEFORME était alors dénommée VISSERIAS ASSAINISSEMENT. Monsieur Collin est devenu gérant des sociétés du groupe AEOS ENVIRONNEMENT SERVICES le 08 décembre 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AEOS PLATEFORME
- FONTENAI-SUR-ORNE LE BOURG 61200 Écouché-les-Vallées
- Code AIOT : 0005302802
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La plateforme d'Écouché les Vallées est utilisée pour le transit et le regroupement de déchets collectés par la société AEOS PLATEFORME et les autres sociétés du groupe AEOS ENVIRONNEMENT SERVICES.

Les installations sont autorisées par arrêté préfectoral du 14 août 2000, modifié à plusieurs reprises.

Trois types de déchets sont réceptionnés sur le site d'Écouché les Vallées :

- déchets non dangereux d'assainissement, correspondant aux matières de vidange des dispositifs d'assainissement non collectif ;
- déchets dangereux d'assainissement, correspondant aux matières pompées dans les séparateurs d'hydrocarbures, les bassins industriels, etc. ;
- déchets industriels dangereux.

La société est déclarée auprès de la préfecture de la Mayenne pour les activités de transport de déchets dangereux et non dangereux. Elle dispose également d'un arrêté préfectoral d'agrément du 22 mars 2022 pour ses activités de collecte de matières de vidange d'installations d'assainissement non collectif.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

**Thèmes de l'inspection :**

- AN26 Illégaux déchets
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- IED-MTD
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Par procès verbal du 1er octobre 2025, la société ECODIS-AEOS, associée unique de la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, a pris la décision de céder l'activité "ASSAINISSEMENT" de cette dernière à la société SANOR-AEOS, par scission partielle. Par le même procès-verbal, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT est renommée AEOS PLATEFORME, dont l'objet social est " l'exploitation d'une plateforme de regroupement et de stockage de déchets industriels spéciaux, dangereux et non dangereux - et généralement toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension et le développement ".

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP de Mise en Demeure du 14/03/2024, article 2	Avec suites, Demande d'action corrective	Suspension	1 mois
2	Prévention de la pollution des sols et des eaux souterraines	AP de Mise en Demeure du 17/09/2024, article 1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Suspension	1 mois
3	Traçabilité des déchets	AP de Mise en Demeure du 14/03/2024, article 14	Avec suites, Demande d'action corrective	Suspension	1 mois
4	Registre des déchets entrants	AP de Mise en Demeure du 17/09/2024, article 3	Avec suites, Demande d'action corrective	Suspension	1 mois
5	Registre des déchets transportés	AP de Mise en Demeure du 17/09/2024, article 4	Avec suites, Demande d'action corrective	Suspension	1 mois
6	Documents de suivi de l'épandage	AP Complémentaire du 25/04/2018, article 5.1.8.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Conditions d'épandage	AP Complémentaire du 25/04/2023, article 5.1.8.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 27 janvier 2026 a conduit à constater que plusieurs prescriptions des arrêtés préfectoraux du 14 mars 2024 et du 17 septembre 2024 n'étaient toujours pas respectées. En conséquence, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de l'Orne de liquider partiellement l'astreinte fixée par l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2024, de mettre en

demeure l'exploitant et de suspendre le fonctionnement des installations.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 14/03/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Remise en état de la parcelle A313
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 28/11/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/09/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Au titre du premier alinéa de l'article L. 171-7 du code de l'environnement, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes, s'agissant des déversements de déchets au droit de la parcelle A n°313 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- sous un délai de 24 heures à compter de la notification du présent arrêté, de cesser tout dépôt de déchets sur la parcelle A n°313 ;</li><li>- sous un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, d'évacuer la totalité des déchets déversés sur la parcelle vers des filières autorisées ;</li><li>- sous un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, procéder à un diagnostic de pollution des sols par un bureau d'études dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le diagnostic de pollution des eaux souterraines est réalisé dans le cadre de la surveillance prescrite par l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 mars 2024 ;</li><li>- sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, remettre les terrains en état, le cas échéant, après mise en œuvre d'un plan de gestion et de travaux de réhabilitation conformément à la doctrine nationale en matière de sols pollués.</li></ul> <p>L'exploitant tient l'inspection des installations classées informée de la réalisation des différentes étapes et transmet les justificatifs et rapports associés.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que des travaux d'excavation de terres présentant une contamination par les métaux avaient été réalisés en 2025. Une benne étanche contenant environ 3 m<sup>3</sup> de terres a été observée sur le site. Toutefois, l'exploitant n'a été en mesure de présenter</p>

<p>3 m<sup>3</sup> de terres a été observée sur le site. Toutefois, l'exploitant n'a été en mesure de présenter aucun plan de gestion ou rapport de travaux.</p> <p>Il en ressort un constat de non-respect de la mise en demeure.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Un plan de gestion et/ou un rapport de travaux de dépollution de la parcelle A 313 sont attendus dans un délai d'un mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Suspension</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 2 : Prévention de la pollution des sols et des eaux souterraines**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/09/2024, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etanchéité des ouvrages maçonnés</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/03/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Arrêté préfectoral de mise en demeure n°1122-24-20070 du 17 septembre 2024</u></p> <p>La société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes de mesures d'urgence, prescrites à l'article 16-2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure et de mesures d'urgence du 14 mars 2024 :</p> <p><b>« Article 16-2 : Étanchéité des ouvrages de stockage de déchets</b></p> <p><i>S'agissant de l'étanchéité des ouvrages de stockage de déchets :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>les fosses de stockage de déchets A4, A5 et A6 doivent être vidées dans un délai de 1 semaine à compter de la notification du présent arrêté, afin de réaliser les travaux d'étanchéité nécessaires ;</i></li> <li>• <i>à l'issue de ces travaux, l'exploitant doit procéder à un test d'étanchéité des fosses A4, A5 et A6 ;</i></li> <li>• <i>l'exploitant doit justifier, sous un délai de 1 mois, de l'étanchéité des autres ouvrages de stockage présents sur le site.</i></li> </ul> <p><i>L'exploitant tient l'inspection des installations classées informée de la réalisation des actions</i></p>

*engagées, et apporte les éléments de justification associés »*

Délai : 15 jours à compter de la notification du présent arrêté pour transmettre les justificatifs d'étanchéité des fosses maçonnées de stockages autres que les fosses A4, A5 et A6.

#### **Constats :**

Le rapport de l'inspection précédente comportait la demande suivante :

*"L'exploitant doit procéder au contrôle d'étanchéité des trois ouvrages suivants, pour lesquels l'exploitant n'est pas en mesure de justifier d'un contrôle depuis décembre 2023 : bac à graisse et fosses de stockages des boues B1 et B2 dans les meilleurs délais à l'issue de la prochaine campagne d'épandage. Cette situation constitue un non-respect des dispositions de l'article 9.2.3.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 août 2000 complété le 14 mars 2024.*

*Il n'est toutefois pas proposé de sanction administrative à ce stade, l'exploitant s'étant engagé à réaliser ces contrôles à l'issue de la prochaine campagne d'épandage. La date prévisionnelle pour ces contrôles doit être rapidement transmise à l'inspection des installations classées et les résultats de ces contrôles seront également communiqués.*

*L'exploitant doit enfin justifier de la réalisation du renforcement d'étanchéité des fosses de réception 4 à 6 et de la fosse A7."*

Nota : les fosses de réception 4, 5 et 6 (numéros affichés sur site) sont numérotées A1, A2 et A3 sur le plan du site et par la suite de ce rapport. Le rapport de l'inspection du 28/11/2024 mentionne pour ces fosses que "les parois verticales ont été traitées, mais pas le fond" et que "l'exploitant s'est engagé à compléter les revêtements en parties basses des ouvrages, qui sont les parties en charge."

Par courriel du 10 février 2025, l'exploitant indique à l'inspection des installations classées que *"Pour les fosses A7 et A1, A2 et A3, l'étanchéité au sol pourra être réalisée seulement cet été sous réserve de la météo afin d'avoir les meilleures conditions d'application."*

Par courriel du 18 avril 2025, l'exploitant a transmis trois rapports concernant les fosses B1, B2, B3, portant sur des inspections visuelles réalisées en interne après vidage de ces fosses et contenant des photographies. Selon ces rapports, ces fosses seraient en bon état et ne comporteraient ni dégradation, ni fissures. Ces fosses sont réalisées en béton non revêtu.

Lors de l'inspection du 27 janvier 2026, l'exploitant a re-transmis les rapports attestant de l'application d'une résine sur les parois de ces fosses (déjà pris en compte dans le rapport de l'inspection précédente), mais il n'a pas été en mesure de présenter des justificatifs sur la réalisation des travaux d'étanchéité complémentaires pour les fosses A1, A2, A3 et A7.

Il en ressort un constat de non-respect de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 septembre 2024.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit réaliser des travaux d'étanchéité complémentaires qu'il avait annoncé pour 2025 sur les fosses A1, A2, A3 et A7 (revêtement des fonds de fosses notamment). Il doit également tenir à disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des justificatifs de l'étanchéité des différentes fosses, cuves et bacs du site.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Suspension
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 14/03/2024, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rupture de traçabilité
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/03/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Au titre du premier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article suivant de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété :</p> <p>« Article 9.12.3 - Traçabilité des déchets</p> <p>Conformément à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement, les registres d'entrée et de sortie ou le renseignement au registre national des déchets mentionnés aux articles 9.1.2.1 et 9.1.2.2 du présent arrêté assurent la traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants.</p> <p>Le site est exonéré de cette obligation de traçabilité pour les déchets ayant subi une séparation de phase après regroupement ou un regroupement en cuve, ne permettant plus de relier déchets entrants et déchets sortants, compris dans la liste figurant en annexe 2 du présent arrêté. L'exploitant devient le producteur subséquent des déchets concernés. Un bilan global des matières entrantes et sortantes du site est réalisé annuellement et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Pour les déchets soumis à bordereau de suivi défini à l'article R.541-43-5 du code de l'environnement, lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'exploitant informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure. Pour les déchets exonérés de traçabilité, le type de traitement prévu doit toutefois être indiqué dans le bordereau initial. »</p> <p>Délai : 15 jours à compter de la notification du présent arrêté</p>
<b>Constats :</b>



Selon une extraction du registre Trackdéchets entrée du site VISSERIAS/AEOS PLATEFORME (SIRET 479 981 409 00028), du 23/01/2025 au 13/01/2026, l'exploitant a déclaré bénéficier de la rupture de traçabilité pour réaliser du regroupement de 20 entrées de déchets dangereux classées sous le numéro 08 01 19\* (boues aqueuses contenant de la peinture ou du vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses). Ces entrées représentent 175,5 tonnes, pour lesquelles l'exploitant déclare réaliser un stockage préalable à des opérations de recyclage (code opération R13 avant code R3).

On observe par extraction du registre Trackdéchets sortie du site 11 sorties de déchets classés sous le même code 08 01 19\*, pour lequel VISSERIAS/AEOS PLATEFORME se déclare comme producteur du déchet, sans indiquer le producteur initial. Ces expéditions de déchets représentent 305,12 tonnes et sont destinés à des opérations de recyclage (R3) sur le site ATHALYS de Sotteville-les-Rouen.

Il apparaît donc que le site VISSERIAS/AEOS Plateforme poursuit la rupture de traçabilité sur un code déchet non autorisé par l'annexe 2 à l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 avril 2023, plusieurs mois après l'expiration du délai imparti par la mise en demeure.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit strictement respecter les obligations de son arrêté préfectoral en ce qui concerne la rupture de traçabilité des déchets.

Au titre du non-respect de l'article 3 de l'arrêté du 14/03/2024, l'inspection des installations classées propose au préfet de l'Orne la perception de 333 € x 369 jours d'astreinte, soit 122 877 €.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Suspension

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 4 : Registre des déchets entrants**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 17/09/2024, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Registre des déchets entrants

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 22/12/2024

**Prescription contrôlée :**

Arrêté préfectoral de mise en demeure n°1122-24-20072 du 17 septembre 2024

La société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes, prescrites à l'article 9.1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 14 août 2000 complété susvisé :

« Article 9.1.2.1 - Registre de déchets entrants

*L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés tous les déchets reçus sur le site. Ce registre est consigné dans le dossier « installations classées » prévu au chapitre 2.6.*

*Le registre des déchets entrants contient les informations prévues à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement.*

*L'exploitant doit remettre au producteur des déchets un bon de prise en charge des déchets entrants. Ce bon mentionne les informations listées sur le registre des déchets entrants.*

*Dans le cas où l'exploitant s'est acquitté de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets prévu à l'article R.541-43 du code de l'environnement, il n'a plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre des déchets entrants. Les données présentes dans le registre national des déchets lui demeurent accessibles, de façon à ce qu'il puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande. »*

Délai : 1 mois à compter de la notification du présent arrêté

### **Constats :**

Lors de l'inspection précédente, une non-conformité avait été relevée car le registre des déchets entrants de l'exploitant ne comprenait pas : "l'ensemble des exigences de l'article 1er de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021, notamment les éléments concernant les points c) et d) relatifs respectivement à l'origine, la gestion et le transport des déchets et à l'opération de traitement effectuée par l'établissement".

Lors de l'inspection du 27/01/2026, l'exploitant a présenté son registre des déchets entrants. Les rubriques figurant dans celui-ci n'ont pas été modifiées depuis la précédente inspection, il manque donc les informations suivantes, requises par l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 :

- Identification des déchets "POP" (Polluants organiques persistants) ;
- SIRET et adresse du producteur : seul le nom du producteur (identifié comme "détenteur") et sa commune sont présents ;
- Adresse de prise en charge si différente de l'adresse du producteur ;
- SIRET, adresse et récépissé de déclaration de transport de déchets du transporteur.

De plus, le registre présenté pour 2025 n'est pas rempli exhaustivement : sur 786 lignes, le nom du producteur est absent sur 16 lignes, le code déchet est absent pour 78 lignes, la quantité entrante est absente pour 43 lignes.

Le registre des déchets sortants présenté par l'exploitant ne comporte pas de ligne d'en-tête. Il comporte trois rubriques de moins que le registre incomplet présenté en 2024. On observe notamment que les rubriques suivantes sont manquantes :

- SIRET du transporteur ;
- Informations sur le producteur initial du déchet (ou mention de l'autorisation de rupture de traçabilité pour les codes déchets concernés) ;
- SIRET et adresse complète de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- code du traitement qui va être opéré dans l'installation de destination ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

De plus, le registre de sortie 2025, qui comporte 56 lignes, n'indique pas la quantité expédiée pour 48 lignes, ni le code déchets pour 12 lignes, ni le numéro de Bordereau de suivi pour 55 lignes de déchets dangereux.

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées des modèles de registre pour 2026 comportant plus de rubriques, mais ceux-ci ne sont renseignés pour aucune ligne, alors que des déchets ont bien été réceptionnés sur le site depuis le début de l'année 2026.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées des registres des déchets entrants et sortants, comportant l'ensemble des informations prévues à l'arrêté du 31 mai 2021, remplis exhaustivement et régulièrement, et permettant d'assurer la traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants (sauf codes déchets figurant dans son autorisation de rupture de traçabilité prévue à l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 avril 2023, pour lesquels il doit tenir à disposition un bilan global entrées/sorties).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Suspension

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 5 : Registre des déchets transportés**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 17/09/2024, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Registre des déchets transportés

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 22/12/2024

**Prescription contrôlée :**

Arrêté préfectoral de mise en demeure n°1122-24-20072 du 17 septembre 2024

La société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes :

Article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement :

« Les transporteurs et les collecteurs de déchets tiennent à jour un registre chronologique des déchets transportés ou collectés.

Ce registre contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant les dates de transit du déchet :

- la date d'enlèvement du déchet ;

- la date de déchargement du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant le transport du déchet :

- le numéro d'immatriculation du ou des véhicules transportant le déchet ;
- dans le cas de déchets dangereux, selon le cas, le code transport lié aux réglementations internationales relatives au transport international des marchandises dangereuses par route, au transport international ferroviaire des marchandises dangereuses, au transport de matières dangereuses sur le Rhin, ou au transport maritime de marchandises dangereuses ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE)1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE)1013/2006 susvisé ;

d) Concernant l'origine et la gestion du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial de déchet, ou, à défaut, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets lorsque les déchets transportés ou collectés proviennent de plusieurs producteurs ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne remettant les déchets au transporteur ou au collecteur ;
- l'adresse de la prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de la personne remettant les déchets au transporteur ou collecteur ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié. »

Délai : 1 mois à compter de la notification du présent arrêté

#### **Constats :**

Lors de la visite, l'inspecteur a demandé à l'exploitant de lui présenter son registre des déchets transportés. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter ce document.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit mettre en place un registre des déchets transportés par la société AEOS PLATEFORME qui respecte strictement les exigences de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Suspension
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Documents de suivi de l'épandage**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/04/2018, article 5.1.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractérisation des boues
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/05/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Programme prévisionnel, analyses et bilan</u></p> <p>Un programme prévisionnel annuel d'épandage doit être établi par la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, en accord avec l'exploitant agricole, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées. Ce programme comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'inter-culture) sur ces parcelles ;</li> <li>• une analyse des sols, pratiquée au maximum 2 ans avant la date de rédaction du programme prévisionnel, afin de caractériser leur valeur agronomique (granulométrie, matière sèche en %, matière organique en %, pH, azote global, azote ammoniacal en <math>\text{NH}_4</math>, rapport C/N, phosphore total en <math>\text{P}_2\text{O}_5</math> échangeable, potassium total en <math>\text{K}_2\text{O}</math> échangeable, calcium total en <math>\text{CaO}</math> échangeable, magnésium total en <math>\text{MgO}</math> échangeable, oligo-éléments B, Co, Fe, Mn, Mo).</li> <li>• pour les périodes en excès hydrique, les dispositions prises par l'exploitant pour vérifier que la capacité de rétention en eau des parcelles ou groupes de parcelles sont compatibles avec l'épandage ;</li> <li>• une caractérisation des déchets à épandre portant sur les quantités prévisionnelles, le rythme de production et la détermination de la valeur agronomique. Cette caractérisation s'appuie sur les résultats des dernières mesures réalisées en application du point 3° du présent article ;</li> <li>• modalités de prise en compte des apports en éléments organiques et en éléments-traces métalliques des autres types d'épandages ;</li> <li>• les préconisations spécifiques d'utilisation des déchets (calendrier et doses d'épandage)</li> </ul>

par unité culturale...);

- l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.

Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

1° Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'Inspection des installations classées, doit être tenu à jour. Il comporte les informations suivantes :

- les quantités de déchets épandus par unité culturale ;
- les dates d'épandage ;
- les parcelles réceptives et leur surface ;
- les cultures pratiquées ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les déchets, dans le cadre du programme prévisionnel susmentionné, avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

2° Un bilan est dressé annuellement. Ce document comprend :

- les parcelles réceptrices ;
- un bilan qualitatif et quantitatif des déchets épandus ;
- l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale et les résultats des analyses des sols ;
- les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sol et de système de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaires qui en découlent ;
- un suivi de l'effet de substitution apporté par les déchets sur l'utilisation d'engrais chimiques
- la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

Une copie du bilan est adressée au Préfet et aux exploitants agricoles pour les parcelles qui les concernent.

3° Les déchets sont analysés avant chaque campagne d'épandage. Les analyses sont effectuées dans un délai tel que les résultats puissent être connus avant la réalisation de l'épandage.

Les paramètres analysés dans les matières à épandre sont les suivants :

- Valeur agronomique (matière sèche en %, matière organique en %, pH, azote global, azote ammoniacal en  $\text{NH}_4$ , rapport C/N, phosphore total en  $\text{P}_2\text{O}_5$ , potassium total en  $\text{K}_2\text{O}$ , calcium total en  $\text{CaO}$ , magnésium total en  $\text{MgO}$ ) ;
- Oligo-éléments B, Co, Fe, Mn, Mo ;
- Éléments-traces Métalliques cités au tableau 3 de l'article 2.6.2.3 ;
- Composés-traces organiques cités au tableau 1b de l'article 2.6.2.3 ;
- les agents pathogènes susceptibles d'être présents (salmonelles, entérovirus, œufs d'helminthes pathogènes viables).

Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des déchets sont conformes aux dispositions définies par l'arrêté du 2 février 1998 susvisé. Le suivi analytique de la qualité des déchets est

effectué par un laboratoire indépendant.

Le volume des déchets épandus est mesuré soit par des compteurs horaires totalisateurs dont seront munies des pompes de refoulement, soit par mesure directe, soit par tout autre procédé équivalent.

4° Outre les analyses prévues au programme prévisionnel, les sols doivent être analysés sur chaque point de référence :

- après l'ultime épandage, sur le ou les points de référence, en cas d'exclusion du périmètre d'épandage de la ou des parcelles sur lesquelles ils se situent ;
- au minimum tous les dix ans.

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté le bilan d'épandage 2024 et le prévisionnel d'épandage 2025, contenus dans un document rédigé par ALTEOR ENVIRONNEMENT en mars 2025.

Le document fait apparaître les manquements suivants sur le bilan 2024 :

- Les analyses des sols sont incomplètes : il manque les analyses d'azote ammoniacal, les analyses de matières sèches et les analyses de cobalt et molybdène pour l'ensemble des parcelles. Il manque également les analyses d'azote global pour 2 des 5 parcelles épandues en 2024, ainsi que les analyses de granulométrie pour deux autres des cinq parcelles.

- Les boues ont été épandues en deux campagnes : mars 2024 (670 m<sup>3</sup>) et septembre 2024 (259 m<sup>3</sup>). Le lot épandu en mars 2024 n'a pas fait l'objet des analyses prescrites pour les paramètres "oligo-éléments (bore, cobalt, fer, manganèse, molybdène). Le lot épandu en septembre 2024 n'a pas fait l'objet des analyses prescrites pour les paramètres carbone organique, matières organiques, azote total, phosphore, rapport C/N, agents pathogènes (salmonelles, entérovirus, œufs d'helminthes).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées le bilan d'épandage 2025 et le prévisionnel 2026, comportant l'ensemble des informations et rapports d'analyses requis, dans un délai de 2 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 7 : Conditions d'épandage**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 25/04/2023, article 5.1.8.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Volume d'épandage

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 15/05/2024

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage de ses matières de vidange non dangereuses sur les terres agricoles figurant sur le dossier d'épandage joint au dossier d'actualisation du plan d'épandage transmis le 18 octobre 2022, et dont la liste des parcelles cadastrales figure en annexe 1 du présent arrêté.

Les épandages non autorisés par le présent arrêté sont interdits.

Toute modification du périmètre doit faire l'objet d'une étude préalable complétée par l'accord écrit des exploitants agricoles des parcelles pour la mise en œuvre de l'épandage dans les conditions envisagées. Cette modification d'étude préalable doit être transmise dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées. Elle ne pourra être mise en œuvre qu'après modification, actée par arrêté préfectoral complémentaire, de la liste des parcelles annexée au présent arrêté.

Pour la capacité moyenne de traitement définie ci avant, les quantités épandues ne dépassent pas 600 m<sup>3</sup>/an, contenant un maximum de 3,34 t/an d'azote total et 4,5 t/an de matière sèche. La surface totale d'épandage autorisée est de 105,88 hectares.

#### **Constats :**

Le bilan d'épandage 2024 fait état d'une quantité de boues épandue de 929 m<sup>3</sup>, contre 600 m<sup>3</sup> maximum autorisés. La quantité de matières sèches épandue est de 13 t, contre 4,5 t maximum autorisées. Le bilan d'épandage fait toutefois état d'un respect des quantités maximales autorisées en azote (0,429 t pour 3,24 t maximum autorisées). Le prévisionnel 2025 anticipe 1000 m<sup>3</sup> épandues, pour 9,3 t de matières sèches.

L'exploitant n'a pas déposé de porter-à-connaissance conforme à l'article R. 181-46 du code de l'environnement, donc avant réalisation de ces extensions et comportant tous les éléments d'appréciation.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est rappelé que l'exploitant doit strictement respecter les dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation, ou bien, le cas échéant en ce qui concerne le volume à épandre, solliciter une modification de son plan d'épandage par dépôt d'un porter-à-connaissance conforme à l'article R. 181-46 du code de l'environnement, donc avant réalisation des extensions et comportant tous les éléments d'appréciation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription



**Proposition de délais : 2 mois**